

Crise agricole : les exploitants français devront patienter

Aucun « plan d'urgence » n'est sorti du conseil des ministres de l'agriculture européens, lundi, alors que les filières du lait et du porc sont minées par l'excès d'offre et la chute des prix.

Le Monde.fr | 15.02.2016 à 20h17 • Mis à jour le 16.02.2016 à 10h25 | Par Cécile Ducourtieux (*journaliste/cecile-ducourtieux*)
(Bruxelles, bureau européen)



Des membres de l'European Milk Board, à Rome, le 27 janvier. ALBERTO PIZZOLI / AFP

Les agriculteurs français devront patienter. Leur ministre, Stéphane Le Foll, reviendra sans argent supplémentaire de Bruxelles, sans nouveau « plan d'urgence » pour les filières lait et porc pourtant complètement déprimées. Mais le Français assure avoir obtenu de la Commission, lors du conseil des ministres européens de l'agriculture, lundi 15 février, qu'elle planche sur de « *nouveaux mécanismes* » pour réguler le marché du lait, afin de « *sortir de la spirale infernale* » de la surproduction. « *Les choses ont bougé lors de ce conseil* », a juré M. Le Foll, lundi soir à Bruxelles.

Paris défend le principe d'incitations, de bonus versés aux producteurs de lait qui accepteraient de baisser leur production. Le commissaire européen à l'agriculture, l'Irlandais Phil Hogan, jusqu'à présent peu réceptif aux revendications hexagonales, devrait se rendre à Paris le 25 février à Paris, où il rencontrera aussi le premier ministre, Manuel Valls. M. Le Foll espère des propositions concrètes pour le prochain conseil européen de l'agriculture, le 14 mars.

Bruxelles invite non seulement Paris, mais aussi tous les autres pays européens, à faire leurs propositions. L'Espagne, l'Italie, le Portugal, Chypre, la Pologne ou les Pays baltes, tous connaissent des crises – du lait, mais aussi des fruits et légumes et du porc.

Crédits à l'exportation pour les exploitants laitiers

M. Hogan a aussi confirmé qu'il allait étudier une autre proposition française : un système européen de crédits à l'exportation pour les exploitants laitiers. Dix pays, déjà, s'en sont dotés en Europe, mais Paris voudrait un mécanisme européen, standardisé, pour permettre aux producteurs de proposer des facilités de paiement à leurs clients étrangers. De même que pour la réduction des

cheptels, l'obsession française est que tous les Etats membres adoptent les mêmes mesures en même temps, pour éviter, sinon, que les uns réduisent la production, tandis que les autres, a contrario, continuent à l'augmenter, et ainsi raflent des parts de marché.

Lire aussi [Elevage, un mal français](#) ([idees/article/2016/02/09/elevage-un-mal-francais_4862078_3232.html](#))

« *Il n'est pas question d'en revenir aux quotas laitiers, ils ont définitivement disparu en avril 2015, mais nous n'avons pas aujourd'hui les instruments de contrôles adéquats pour éviter un marché de surproduction qui s'emballe* », s'est défendu M. Le Foll. De fait, la production mondiale de lait a fortement augmenté en 2015, alors que la demande, notamment chinoise, faiblissait.

Lire aussi [Crise agricole : et pourquoi pas « rétablir des quotas de production ? »](#)

([economie/article/2016/02/11/crise-agricole-et-pourquoi-pas-retablir-des-quotas-de-production_4863540_3234.html](#))

Le problème est que malgré l'excès d'offre et l'effondrement des prix du lait, beaucoup d'exploitants ont continué à augmenter leur production (+ 6 % pour l'Irlande, par exemple). Selon les derniers chiffres disponibles de Bruxelles, la production de lait européenne avait augmenté de 5,5 % en novembre 2015 comparée à novembre 2014. En cause, la course à la taille des exploitations pour tenter, par les volumes, de compenser l'effondrement des prix. Et aussi, pour certains exploitants, très endettés, la nécessité de continuer à produire pour rembourser leurs encours...

« Une crise grave et profonde »

La Commission s'est en partie rangée aux arguments des Français. « *La crise est plus grave, plus profonde, que nous le pensions il y a six mois* », a reconnu Phil Hogan. L'institution communautaire reconnaît également que les 500 millions d'euros débloqués en urgence en septembre, déjà, pour tenter d'aider les producteurs de lait et les éleveurs de porc touchés de plein fouet par l'embargo sanitaire russe, ont déjà été entièrement dépensés et sans grand effet.

La Commission a ainsi ouvert une aide au stockage privé du porc pour trois semaines (la viande est achetée par les abattoirs qui sont subventionnés pour la stocker, et l'écouler quand les prix remontent), début janvier, mais dont la France n'a pas fait grand usage, souligne-t-on à Bruxelles (2 400 tonnes seulement ont été stockées entre le 4 et le 20 janvier). Elle a aussi financé des aides au stockage privé pour le lait en poudre et le beurre, mais dont pour l'instant l'efficacité n'est pas flagrante.

Pour autant, la Commission met en garde. D'accord pour des solutions innovantes, mais elle ne mettra pas sur la table du Conseil européen, le 14 mars, des propositions « *qui ne soient pas finançables, pas légales ou qui ne font pas consensus à 28* », explique une source européenne. « *On ne va pas laisser les agriculteurs français comme cela, mais on doit prendre un peu de temps, pour trouver les bonnes solutions, ne pas réagir dans l'urgence* », glisse une source diplomatique européenne.

Lire aussi [Comment sortir de la crise agricole ?](#) ([idees/article/2016/02/08/comment-sortir-de-la-crise-agricole_4861343_3232.html](#))

Or, pour l'instant, tous les pays ne suivent pas Paris sur ses propositions d'incitations à réduire les cheptels. Douze pays seulement partageraient l'avis de Paris (Portugal, Irlande, Roumanie, Pologne, Belgique, Italie, Espagne, Lettonie, Bulgarie, Slovaquie, Slovénie, Chypre...). Mais des poids lourds manquent à l'appel comme l'Allemagne ou le Danemark.

Le financement de la PAC critiqué

Pour ce qui est du financement, il ne faut pas non plus trop compter, prévient Bruxelles, sur les « *poches profondes* » de l'Europe. Trouver les 500 millions d'euros d'aide d'urgence, en septembre 2015, a déjà eu un coût politique certain, alors que de plus en plus de pays (Allemagne, Danemark, Pays-Bas, Suède) estiment qu'une trop grande part du budget de l'UE va à la Politique

agricole commune (38 %), au moment même où l'Europe fait face à des crises bien plus graves, telle celle des migrants.

Il existe bien une « réserve de crise » dans le budget de l'UE, de 420 millions d'euros pour 2016, mais il n'y a pas de consensus, à Bruxelles, pour la solliciter sachant que tout ce qui y est prélevé l'est aux dépens des aides directes qui peuvent par ailleurs être octroyées aux pays membres...